

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

9 février 2011

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**relative à la persécution
des chrétiens en Égypte**

(déposée par Mme Alexandra Colen
et MM. Bert Schoofs et Peter Logghe)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

9 februari 2011

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de vervolging
van christenen in Egypte**

(ingediend door mevrouw Alexandra Colen
en de heren Bert Schoofs en Peter Logghe)

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
sp.a	:	socialistische partij anders	
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
LDD	:	Lijst Dedecker	
Indép./Onaf.	:	Indépendant / Onafhankelijk	

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkortingen bij de nummering van de publicaties:	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants		Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers	
Commandes:		Bestellingen:	
Place de la Nation 2		Natieplein 2	
1008 Bruxelles		1008 Brussel	
Tél. : 02/ 549 81 60		Tel. : 02/ 549 81 60	
Fax : 02/549 82 74		Fax : 02/549 82 74	
www.laChambre.be		www.deKamer.be	
e-mail : publications@laChambre.be		e-mail : publicaties@deKamer.be	

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

L'attentat à la bombe perpétré le Jour de l'an à l'encontre d'une église copte, à Alexandrie, a attiré l'attention sur la situation désespérée des chrétiens coptes en Égypte. Le pouvoir égyptien est impitoyable lorsque son autorité est remise en cause par des islamistes fondamentalistes, mais il ferme les yeux quand des fanatiques musulmans s'en prennent à des chrétiens. C'est ce que nous avons à nouveau pu constater après l'attentat à la bombe perpétré à Alexandrie au cours de la période de Noël écoulée. Il s'agissait non d'un fait isolé, mais d'un acte de violence parmi bien d'autres. Si le gouvernement exerce une violente répression à l'égard des groupes fondamentalistes, il tente par ailleurs d'amadouer les musulmans radicaux en adoptant certaines de leurs positions, et en leur laissant le champ libre lorsqu'il s'agit de persécuter la minorité chrétienne présente en Égypte. Des observateurs chrétiens soulignent que le gouvernement préfère apparemment voir assassiner des chrétiens que des ministres ou des généraux. Il arrive même que les autorités se rendent, elles aussi, coupables d'actes de violence à l'égard des chrétiens. En janvier 2002, une toute nouvelle église chrétienne copte a été saccagée par les autorités peu après que le premier service y eut été célébré. Sur l'ordre du bourgmestre local, la police a envahi l'église et arrêté dix chrétiens. Le bâtiment a ensuite été totalement détruit. Ce n'était pas la première fois que le président Moubarak jouait double jeu à l'égard des chrétiens, et ce ne serait pas non plus la dernière. Ainsi, le président signe d'une main le permis de bâtir une église, tout en donnant de l'autre main aux bourgmestres ou gouverneurs locaux l'autorisation officielle de détruire cette église. La construction d'églises n'est pas interdite, mais elle est systématiquement sabotée par des manoeuvres bureaucratiques dilatoires, ce qui a pour effet que même les réparations nécessaires sont bloquées des années durant.

Les infractions à ces directives en matière de construction sont sanctionnées de manière drastique: l'église est démolie, et il s'est produit un cas où un prêtre et quelques croyants ont été assassinés par l'armée — pas par des fondamentalistes! — parce qu'ils avaient réparé l'enceinte d'une église, qui avait été abattue par une tempête.

En octobre 2003, la police égyptienne a entamé une rafle de grande envergure contre les "infidèles": les musulmans convertis au christianisme. Elle a commencé par arrêter un couple et ses deux filles. Toute la famille était devenue chrétienne. Les fonctionnaires qui

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De bomaanslag op Nieuwjaarsdag op een Koptische kerk in Alexandrië heeft opnieuw de aandacht gevestigd op de wanhopige situatie van de Koptische christenen in Egypte. De Egyptische overheid treedt meedogenloos op als islamitische fundamentalisten haar gezag aantasten. Maar als fanatieke moslims aanslagen plegen op christenen, dan kijkt diezelfde overheid de andere kant op. Dat gedragspatroon zagen we opnieuw na de bomaanslag in Alexandrië in de voorbije kerstperiode. Dat was geen eenmalig feit, maar slechtst één gewelddaad uit een heel lange reeks. Enerzijds voert de regering een harde repressie tegen fundamentalistische groepen, maar anderzijds probeert zij de radicale moslims te paaien door een deel van hun standpunten over te nemen, en door hen de vrije teugel te geven tegen de christelijke minderheid in Egypte. Christelijke waarnemers merken op dat de regering blijkbaar liever heeft dat er christenen worden vermoord, dan ministers of generaals. En soms gebruiken de autoriteiten zelf geweld tegen christenen. In januari 2002 werd in Egypte een splinternieuwe Koptisch-christelijke kerk door de autoriteiten verwoest, kort nadat er voor het eerst een gebedsdienst was gehouden. Op bevel van de plaatselijke burgemeester bestormde de politie het kerkgebouw en arresteerde tien christenen. Daarna werd de kerk met de grond gelijkgemaakt. Het was niet de eerste keer dat president Moebarak dubbel spel speelde tegenover de christenen, en het zou ook niet de laatste keer zijn. Met de ene hand ondertekent hij de vergunning voor de bouw van een kerk, met de andere hand geeft hij lokale burgemeesters of gouverneurs officieus de toelating om die kerk weer te verwoesten. Het bouwen van kerken is niet verboden, maar het wordt systematisch gesaboteerd door bureaucratische vertragsmanoeuvres, waardoor zelfs noodzakelijke reparaties jarenlang niet uitgevoerd kunnen worden.

Overtredingen van die bouwrichtlijnen worden drastisch gestraft: de kerk wordt gesloopt, en er is een geval gekend waarbij een priester en enkele gelovigen door het leger — niet door fundamentalisten! — werden vermoord omdat zij de omheining rond een kerkgebouw hadden hersteld, dat tijdens een storm was omgewaaid.

In oktober 2003 begon de Egyptische politie een grootscheepse razzia tegen "afvalligen": moslims die zich tot het christendom hadden bekeerd. Ze begonnen met de aanhouding van een echtpaar met twee dochters. Heel die familie was christen geworden.

les avaient aidés à se cacher ont été torturés jusqu'à ce qu'ils donnent les noms de cent autres "infidèles". Au total, vingt-deux personnes ont été recherchées et arrêtées. Nombre d'entre elles ont été torturées, et au moins une personne est décédée à la suite de ces sévices.

Un centre religieux copte, le Centre Patmos, a été attaqué le 5 janvier 2004 par l'armée égyptienne. Six cent soldats accompagnés de deux bulldozers ont occasionné d'importants dégâts et allumé plusieurs incendies. Quelques officiers de l'armée ont ordonné à un conducteur de bus d'écraser l'évêque du Centre Patmos. L'ecclésiastique a pu s'échapper, mais l'un de ses collaborateurs a été tué et deux autres ont été grièvement blessés. Il s'agissait déjà de la sixième attaque de ce genre contre le Centre Patmos depuis 1996. À chaque fois, les auteurs étaient des militaires de l'armée gouvernementale, et non de simples fondamentalistes.

Contrairement à la situation dans les États totalitaires, la terreur exercée par les autorités égyptiennes est plus sporadique et parfois moins extrême que la violence émanant de la société "normale". La haine et les cruautés envers les chrétiens émanent de larges couches de la société égyptienne, tant en ville qu'à la campagne, et pas seulement de l'appareil de l'État, ni même seulement de groupes fondamentalistes organisés.

En août et en septembre 1996, trois attentats ont été commis en quelques semaines contre des ecclésiastiques coptes. En Égypte, ce genre de meurtres de prêtres ou de moines se produisent avec une régularité exaspérante. Les autorités donnent toujours l'une des trois "explications" suivantes: on prétend que l'attentat a été commis par un chrétien, par un musulman souffrant d'une maladie mentale, ou bien que les coupables n'ont pas pu être arrêtés. Entre 1989 et 2000, on a enregistré pas moins de trente cas de pogroms massifs contre des Coptes. Les meurtres individuels ne sont bien sûr pas pris en compte à cet égard. Par ailleurs, les Coptes sont très souvent victimes d'extorsions systématiques par des groupes islamistes, qui rassemblent ainsi de l'argent pour financer leurs activités. Celui qui refuse de payer cet "impôt islamiste" est assassiné, souvent avec toute sa famille. Lors d'un incident survenu le 19 mars 1997, quarante Coptes ont été assassinés en même temps.

Début 2000, vingt et un chrétiens ont été assassinés par des musulmans lors d'une série de lynchages de trois jours dans le village de Al-Kocheh. Plus de soixante maisons et magasins ont été incendiés. Plusieurs dizaines de responsables ont dû comparaître devant le tribunal, ce qui est déjà très exceptionnel en Égypte. Cependant, à part deux d'entre eux, tous ont été acquittés. L'un des accusés musulmans s'est vu infliger

Ambtenaren die hen hadden geholpen met onderduiken werden gefolterd tot zij de namen noemden van honderd andere "afvalligen". Er werden in totaal tweeëntwintig mensen opgespoord en gearresteerd. Vele van hen werden gemarteld, en minstens één persoon is aan die mishandelingen bezweken.

Een Koptisch religieus centrum, het zogenaamde Patmos Center, werd op 5 januari 2004 aangevallen door het Egyptische leger. Zeshonderd soldaten met twee bulldozers richtten grote vernielingen aan en stichtten verschillende branden. Enkele legerofficiëren gaven een buschauffeur opdracht de bisschop van het Patmos Center te overrijden. De geestelijke zelf kon ontsnappen, maar een van zijn medewerkers werd gedood en twee anderen zwaar gewond. Dat was al de zesde soortgelijke aanval op het Patmos Center sinds 1996. In al die gevallen waren de daders militairen van het regeringsleger, geen gewone fundamentalisten.

Anders dan in totalitaire Staten is de terreur vanwege de overheid in Egypte sporadischer en soms minder extreem dan het geweld dat uitgaat van de "gewone" samenleving. De haat en de wreedheden tegen christenen komen voort uit brede lagen van de Egyptische maatschappij, zowel in de steden als op het platteland. Niet alleen van het overheidsapparaat en zelfs niet alleen van georganiseerde fundamentalistische groepen.

In augustus en september 1996 werden in enkele weken tijd drie aanslagen gepleegd tegen Koptische geestelijken. Zulke moorden op priesters of monniken komen in Egypte met een tergende regelmaat voor. De overheid geeft altijd één van de volgende drie "verklaringen": men beweert dat de aanslag werd gepleegd door een christen, een geesteszieke moslim of dat men de daders niet heeft kunnen arresteren. Tussen 1989 en 2000 werden minstens dertig gevallen geregistreerd van massale pogroms tegen Kopten. Individuele moorden zijn daarbij uiteraard niet meegerekend. Daarnaast zijn de Kopten zeer vaak het slachtoffer van systematische afpersing door islamitische groepen, die op die manier geld inzamelen om hun activiteiten te financieren. Wie weigert deze "islamitische belasting" te betalen, wordt vermoord, meestal samen met heel zijn familie. Bij één incident op 19 maart 1997 werden veertig Kopten tegelijk vermoord.

Begin 2000 werden bij een driedaagse reeks lynchpartijen in het dorp Al-Kosheh eenentwintig christenen vermoord door moslims. Meer dan zestig huizen en winkels waren vernield door brand. Enkele tientallen daders moesten voor de rechtbank verschijnen, wat in Egypte al heel uitzonderlijk is. Maar op twee na werden ze allemaal vrijgesproken. Eén islamitische beklagde kreeg vijftien jaar cel omdat hij een andere moslim had

une peine d'emprisonnement de quinze ans pour avoir assassiné un autre musulman, un autre a écopé de trois ans pour homicide. Selon les normes égyptiennes, la justice avait bien fait son travail: une grande partie des témoignages de chrétiens avait disparu ou avait été invalidée. L'évêque local a souligné avec amertume que ce jugement constituait un blanc-seing pour l'assassinat de chrétiens.

En avril 2006, à Alexandrie, des chrétiens ont été simultanément attaqués dans trois églises par des musulmans armés de couteaux. Treize personnes ont été poignardées. L'une d'entre elles a perdu la vie.

En novembre 2008, des milliers de musulmans ont attaqué une toute nouvelle église copte dans une banlieue du Caire. Les 800 croyants qui s'y étaient rassemblés pour célébrer la consécration de l'église n'ont pu sauver leur vie qu'en se barricadant dans l'église.

En avril 2009, trois coptes ont été abattus après la veillée de Pâques dans le Sud de l'Égypte. Deux sont décédés, le troisième a été blessé.

Le 18 septembre 2009, un certain Osama Araban a décapité un chrétien copte dans le village de Bagour et en a blessé deux autres.

Au matin du 7 janvier 2010, après la célébration de la messe de Noël copte, en quittant l'église Mar Youhanna, les croyants ont essuyé les tirs de trois musulmans dans une voiture. La fusillade a fait huit morts et dix blessés. Et cette année, l'église d'Alexandrie a donc été la cible d'un attentat à la bombe.

Dans de nombreux cas, la police et les services d'ordre ont été incapables de protéger les chrétiens contre les attaques de musulmans, ou peu disposés à le faire. Dans certains cas, cette passivité s'est muée en complicité active. Baha' ad-Din Hasan, de l'Organisation égyptienne des droits de l'homme, a résumé la situation comme suit: "La police et la sécurité n'ont qu'une priorité, c'est de défendre le régime, et non la société civile contre les groupes antidémocratiques". Dans le contexte égyptien, il s'agit de groupes fondamentalistes tels que la Jamaa Islamiya. Depuis 1981, plus de trente massacres ont été perpétrés contre des coptes en Égypte, faisant, selon les organisations de défense des droits de l'homme, plus de deux cents morts. Les auteurs ne sont pas toujours des terroristes ou des fondamentalistes, mais souvent de simples villageois ou des habitants du quartier. Les meurtres de début janvier à Al-Kosheh, qui ont coûté la vie à 21 hommes, femmes et enfants coptes et ont blessé encore davantage de personnes (voir ci-dessus), ont été commis par de simples villageois musulmans. La violence s'est répandue de hameau en

vermoord, en één kreeg drie jaar wegens doodslag. Justitie had naar Egyptische normen goed werk geleverd: een groot deel van de getuigenissen van christenen was verdwenen of ongeldig verklaard. De plaatselijke bisschop merkte met bitterheid op dat dit vonnis een vrijbrief was voor het vermoorden van christenen.

In april 2006 werden in Alexandrië in drie kerken tegelijk christenen aangevallen door met messen gewapende moslims. Dertien mensen werden neergestoken. Eén van hen overleed.

In november 2008 vielen duizenden moslims een gloednieuwe Koptische kerk aan in een buitenwijk van Caïro. De 800 gelovigen die daar waren samengekomen om de inwijding van de kerk te vieren, konden hun leven slechts redden door zich in de kerk te barricaderen.

In april 2009 werden drie Kopten na een Paaswake neergeschoten in het zuiden van Egypte. Twee van hen overleden, een raakte gewond.

Op 18 september 2009 onthoofdde een zekere Osama Araban een Koptische christen in het dorp Bagour, en hij verwondde twee andere christenen.

Op de ochtend van 7 januari 2010, na een misviering voor het Koptische Kerstfeest, werden de gelovigen bij het verlaten van de Mar-Yuhannakerk vanuit een auto door drie moslims beschoten. Er vielen acht doden en tien gewonden. En dit jaar was er dus de bomaanslag op de kerk in Alexandrië.

In vele gevallen waren de politie en de ordediensten onbekwaam of onwillig om christenen te beschermen tegen aanvallen van moslims. In enkele gevallen ont-aardde die passiviteit tot actieve medeplichtigheid. Baha' ad-Din Hasan van de *Egyptian Organization for Human Rights*, vat het als volgt samen: "De politie- en veiligheidsdiensten hebben slechts één prioriteit, en dat is de verdediging van het regime, maar niet de verdediging van de civiele maatschappij tegen antidemocratische groepen". In de Egyptische context worden daarmee fundamentalistische bewegingen als de Gama'a al Islamiya bedoeld. Sinds 1981 vonden in Egypte meer dan dertig slachtpartijen plaats tegen Kopten. Daarbij vielen volgens mensenrechtenorganisaties meer dan tweehonderd doden. De daders zijn niet altijd terroristen of fundamentalisten, maar vaak ook gewone dorpelingen of buurtbewoners. De moorden van begin januari in Al-Kosheh waarbij 21 Koptische mannen, vrouwen en kinderen werd gedood, en nog veel meer gewond, (zie hoger) werden gepleegd door gewone islamitische dorpelingen. Het geweld verspreidde zich

hameau, sans que la police n'intervienne. Hafez Abu Saada, le secrétaire général de l'Organisation égyptienne des droits de l'homme, a déclaré à ce sujet: "La police aurait dû protéger le village. Mais au lieu de cela, elle l'a quitté." En laissant la voie libre aux assassins.

Maria A. appartenait à la minorité des chrétiens coptes en Égypte. Comme preuve de sa foi, elle s'était fait tatouer une croix sur son poignet. À dix-huit ans, elle s'est fait violer par des militants du Gamaa al-Islamiya, un groupe islamique fanatique également responsable de toute une série d'attentats contre des chrétiens coptes, des fonctionnaires, des écrivains et des touristes étrangers séjournant en Égypte. Maria A. a été détenue pendant neuf mois dans des caches du Gamaa al-Islamiyya. La croix sur son poignet a été brûlée à l'acide sulfurique, ce qui a laissé une horrible cicatrice. Elle a été contrainte de porter des vêtements islamiques, de prier, de jeûner pendant le ramadan et d'apprendre par cœur des chapitres entiers du Coran. Pour l'obliger à porter un voile, les musulmans ont également menacé de la défigurer à l'aide d'acide sulfurique. Elle a été violée à plusieurs reprises durant sa détention. Elle n'a finalement pas pu résister plus longtemps et s'est convertie officiellement à l'islam. Entre-temps, son père avait averti la police au Caire, mais là, on lui avait dit qu'elle "était en sécurité dans les bras de l'islam." Le père a été contraint par la police de signer un document dans lequel il déclarait officiellement qu'il ne voulait plus qu'on continue à rechercher sa fille. Si lui-même ou une autre personne de la famille tentait de la délivrer, ce serait considéré comme un acte punissable. Cette forme d'intimidation est typique de ce genre d'enlèvement. En pareil cas, les chrétiens ne peuvent compter sur aucune protection juridique. Privés de tout droit, ils sont entièrement à la merci des musulmans. La suite de cette tragédie est atypique: Maria A. a réussi à s'enfuir. Elle s'est secrètement convertie à nouveau au christianisme. Elle s'est ainsi condamnée à vivre en permanence dans l'illégalité. Elle devra prendre une autre identité, ou vivre en permanence dans la clandestinité. Car la législation égyptienne aussi interdit aux musulmans de se convertir au christianisme. Une telle conversion est passible de la peine de mort. À cet égard, la loi égyptienne concorde parfaitement avec la charia. Jusqu'à présent, de telles condamnations à mort n'ont encore jamais été exécutées en Égypte, mais les musulmans qui se convertissent au christianisme sont très souvent assassinés par les membres de leur propre famille lorsque ceux-ci découvrent qu'un "infidèle" se trouve parmi eux. De tels crimes ne sont jamais punis. Le plus souvent, ils ne font même jamais l'objet d'une enquête, tout comme les crimes d'honneur qui restent le plus souvent impunis. Le cas de Maria A. est un *pars pro toto* pour la situation des centaines de jeunes femmes

over verschillende gehuchten, zonder dat de politie ingreep. Hafiz Abu Sa'da, het hoofd van de *Egyptian Organization for Human Rights*, verklaarde daarover: "De politie had het dorp moeten beschermen. Maar in plaats daarvan verlieten zij het." En zo kregen de moordenaars de vrije hand.

Maria A. behoorde tot de minderheid van Koptische christenen in Egypte. Als blijk van geloof had zij een kruis op haar pols laten tatoeëren. Toen zij achttien was, werd zij ontvoerd door militanten van de Gamaa al-Islamiyya, een fanatieke islamitische groepering die ook verantwoordelijk is voor een hele reeks aanslagen tegen Koptische christenen, overheidsfunctionarissen, schrijvers en buitenlandse toeristen in Egypte. Maria A. werd negen maanden lang gevangen gehouden in schuilplaatsen van de Gamaa al-Islamiyya. Het kruis op haar pols werd weggebrand met zwavelzuur, hetgeen een verschrikkelijk litteken achterliet. Zij werd gedwongen islamitische kledij te dragen, te bidden, te vasten tijdens de ramadan en hele hoofdstukken van de koran uit het hoofd te leren. Om haar te dwingen een sluier te dragen dreigden de moslims ook haar gezicht te verminken met zwavelzuur. Tijdens haar gevangenschap werd ze herhaaldelijk verkracht. Tenslotte kon zij niet langer weerstand bieden, en bekeerde zij zich officieel tot de islam. Intussen had haar vader de politie in Caïro verwittigd, maar daar had men hem gezegd dat zij "veilig was in de armen van de islam." De vader werd door de politie gedwongen een document te ondertekenen waarin hij officieel verklaarde dat hij niet meer wilde dat er nog naar zijn dochter werd gezocht. Als hijzelf of iemand anders van de familie probeerde haar te bevrijden, zou dat worden beschouwd als een strafbaar feit. Deze vorm van intimidatie is typisch voor zo'n ontvoeringszaken. Christenen kunnen in zo'n geval niet rekenen op enige juridische bescherming. Zij zijn volkomen rechteloos overgeleverd aan de willekeur van de moslims. Het vervolg van dit tragische verhaal is niet typisch: Maria A. slaagde erin te ontsnappen. Zij heeft zich in het geheim opnieuw bekeerd tot het christendom. Daarmee veroordeelde ze zichzelf tot voortdurende illegaliteit. Zij zal een andere identiteit moeten aannemen, of permanent ondergedoken leven. Want ook volgens de Egyptische wetgeving mogen moslims zich niet bekeren tot het christendom. Daarop staat de doodstraf. In dat opzicht stemt de Egyptische wet volledig overeen met de sharia. Tot nu toe werden er in Egypte nog nooit zulke doodvonnissen uitgevoerd, maar moslims die zich bekeren tot het christendom worden zeer vaak door hun eigen familieleden vermoord als die ontdekken dat zij een "afvallige" in hun midden hebben. Zulke moorden worden nooit bestraft. Meestal worden ze gewoon zelfs nooit onderzocht. Net zoals eremoorden meestal ongestraft blijven. De zaak van Maria A. is een *pars pro toto* voor de situatie van honderden Koptische meisjes die

coptes qui, de manière similaire, sont contraintes de se convertir à l'islam. À un titre seulement, ce cas est atypique: Maria A. a pu s'échapper. La plupart des victimes n'ont jamais cette chance.

D'après les estimations, on dénombre actuellement dans le pays 7 000 à 10 000 personnes converties à l'islam sous la contrainte. Bien qu'ils risquent la peine de mort, de nombreux coptes sont redevenus secrètement chrétiens après leur conversion forcée. Et dire que l'Égypte est l'un des pays dits "modérés" et relativement tournés vers l'Occident. Après Israël, il s'agit du principal bénéficiaire de l'aide financière américaine. Ce soutien ne génère cependant aucune tolérance à l'égard des autochtones chrétiens. La Commission américaine pour la liberté religieuse internationale a une nouvelle fois appelé l'administration Bush en octobre 2001 à ne pas ignorer de telles violations des droits de l'homme et de la liberté de religion au nom du réalisme politique. Cela fait cependant des années que cela dure. Soucieux de ne pas s'aliéner l'Égypte et l'Arabie saoudite, les Américains ferment systématiquement les yeux sur le fait que ces pays sont des États policiers particulièrement répressifs et brutaux, où la liberté religieuse n'existe pas même pas sur papier. Dans une lettre ouverte, la Commission a exhorté le président Bush à ne pas trahir, en concluant des alliances contre le terrorisme, les principes des droits de l'homme, de la démocratie et de la liberté religieuse. Et la lettre de conclure par la déclaration lapidaire "Nous rejetons un tel troc politique". Ce vœu est cependant demeuré pieux, tant sous l'administration Bush que sous l'administration Obama.

op een soortgelijke manier worden gedwongen zich te bekeren tot de islam. Het is slechts in één opzicht atypisch: Maria A. kon ontsnappen. De meeste slachtoffers krijgen daartoe nooit de kans.

Naar schatting leven er momenteel 7 000 tot 10 000 mensen in het land die onder dwang zijn bekeerd tot de islam. Ondanks het feit dat zij de doodstraf riskeren, zijn er vele Kopten die na hun gedwongen bekering in het geheim opnieuw christen worden. En Egypte is dan nog één van de zogenaamde "gematigde" en relatief westers georiënteerde landen. Na Israël is het de belangrijkste ontvangers van Amerikaanse financiële steun. Maar dat leidt niet tot enige mildheid tegenover de inheemse christenen. De Amerikaanse Commissie voor Internationale Godsdienstvrijheid heeft de Bush-administratie in oktober 2001 nogmaals opgeroepen zulke schendingen van de mensenrechten en de godsdienstvrijheid niet te negeren ter wille van de Realpolitiek. Dat is nochtans al jaren bezig. Om Egypte en Saoedi-Arabië niet van zich te vervreemden, knijpen de Amerikanen systematisch een oogje dicht voor het feit dat die landen bijzonder repressieve en brute politiestaten zijn; waar de godsdienstvrijheid zelfs niet bestaat op papier. In een open brief riep de Commissie president Bush op bij het sluiten van allianties tegen het terrorisme geen verraad te plegen aan de beginselen van mensenrechten, democratie en godsdienstvrijheid. De brief besluit met de kernachtige uitspraak: "Wij wijzen zo'n politieke ruilhandel af." Maar dat is een vrome wens gebleven, zowel onder Bush als onder Obama.

Alexandra COLEN (VB)
Bert SCHOOFS (VB)
Peter LOGGHE (VB)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS:

A. considérant qu'il faut voir dans le traitement réservé aux minorités chrétiennes dans des pays islamiques un test de situation pour l'allégation selon laquelle musulmans et chrétiens peuvent vivre en paix sur un même territoire;

B. vu l'importance de la liberté religieuse et du droit corollaire de changer de religion, voire de rejeter toute religion;

C. vu les dispositions relatives à la liberté religieuse qui figurent dans les déclarations européenne et universelle des droits de l'homme;

D. considérant que l'Égypte est un pays allié de l'Occident auquel une aide militaire de 13 milliards de dollars a été promise pour les dix prochaines années;

E. considérant que les autorités égyptiennes, les pouvoirs locaux et/ou les forces de l'ordre ont, dans de nombreux cas, participé activement aux persécutions des chrétiens;

F. considérant que les autorités égyptiennes ont permis dans de nombreux cas, par négligence coupable, que des acteurs non gouvernementaux se livrent à des persécutions et à des pogroms envers des chrétiens;

DEMANDE:

1. au gouvernement fédéral de protester vivement auprès des autorités égyptiennes contre la manière dont est traitée la minorité chrétienne;

2. au gouvernement fédéral d'insister pour que les autorités égyptiennes prennent les mesures qui s'imposent pour améliorer le statut juridique et la sécurité de la minorité copte dans leur pays et qu'il soit mis fin aux discriminations et violences dont elle fait l'objet;

3. que soient supprimées sans délai les lois basées sur la charia qui interdisent la conversion de musulmans au christianisme afin que les nombreux chrétiens convertis de force puissent revenir à la religion de leur choix;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

Gelet op:

A. het feit dat de behandeling van de christelijke minderheden in islamitische landen moet worden beschouwd als een praktijktest voor de claim dat islam en christendom in vrede kunnen samenleven op hetzelfde grondgebied;

B. het belang van de godsdienstvrijheid en het daaraan verbonden recht om van godsdienst te veranderen, of iedere godsdienst af te wijzen;

C. de bepalingen inzake godsdienstvrijheid in de Europese en de Universele Verklaring voor de Rechten van de Mens;

D. het feit dat Egypte een bondgenoot is van het Westen, die de komende tien jaar voor 13 miljard dollar militaire steun toegezegd heeft gekregen;

E. de vele gevallen waarin de Egyptische autoriteiten, lokale besturen en/of ordestrejdkrachten actief hebben deelgenomen aan de vervolging van christenen;

F. de vele gevallen waarin de Egyptische overheid het — door schuldige nalatigheid — mogelijk heeft gemaakt dat niet-gouvernementele actoren zich te buiten gingen aan vervolgingen en pogroms tegen christenen;

VRAAGT DAT:

1. de federale regering bij de Egyptische autoriteiten krachtig zou protesteren tegen de behandeling van de christelijke minderheid;

2. de federale regering erop aandringt dat de Egyptische overheid de nodige maatregelen neemt om de rechtspositie en de veiligheid van de Koptische minderheid in haar land te verbeteren, en een einde te maken aan de discriminaties en geweldplegingen waarvan de Kopten het slachtoffer zijn;

3. de op de sharia gebaseerde wetten, die een verbod instellen op het bekeren van moslims tot het christendom, onmiddellijk worden afgeschaft, waardoor het voor de vele onder dwang bekeerde christenen mogelijk wordt, terug te keren tot de religie van hun keuze;

4. que l'on instaure, pour la conversion des musulmans au christianisme, des règles juridiques identiques à celles qui s'appliquent à la conversion des chrétiens à l'islam et, en particulier, que la peine de mort soit abolie pour les musulmans qui se convertissent à une autre religion;

5. que le droit pénal s'applique sans distinction de personnes afin que cesse l'inertie confinant à la complicité de la justice égyptienne en cas d'enlèvement, de viol, d'assassinat ou d'autres actes de violence dont des chrétiens sont victimes;

6. que la justice et la police égyptiennes interviennent activement en faveur de la recherche et de la libération des jeunes chrétiennes enlevées par des musulmans en vue de les convertir à l'aide de violences à l'islam, le plus souvent par le biais d'un mariage forcé;

7. que les pouvoirs publics égyptiens veillent à ce que les services de police protègent tous les ressortissants, sans distinction de personnes, contre les violences illégales, et à ce que les policiers qui font activement ou passivement cause commune avec des musulmans qui attaquent ou terrorisent des chrétiens soient révoqués et sévèrement punis;

8. que, parallèlement à la problématique des crimes d'honneur, la justice et la police luttent également de façon active et énergique contre les crimes intrafamiliaux très souvent commis lorsqu'une famille musulmane découvre que l'un de ses membres s'est converti au christianisme;

9. qu'il soit mis fin à toutes les discriminations administratives, juridiques et financières à l'égard des Coptes, en particulier en matière de recrutement dans les services publics et d'accès à l'éducation, et que les autorités abrogent, en particulier, le régime des quotas qui limite l'accès des chrétiens à certains établissements d'enseignement à 1 ou 2 % bien qu'ils représentent 15 % de la population égyptienne;

10. que les règles juridiques et administratives qui s'appliquent à la construction des mosquées s'appliquent également à la construction des églises, et que les sanctions infligées en cas d'infractions aux règles d'urbanisme soient également identiques et proportionnelles aux infractions constatées;

4. voor bekeringen van moslims tot het christendom dezelfde juridische regels ingesteld worden als voor bekeringen van christenen tot de islam, en in het bijzonder dat de doodstraf wordt afgeschaft voor moslims die zich bekeren tot een andere religie;

5. het strafrecht zonder onderscheid des persoons wordt toegepast, zodat er een einde komt aan de aan medeplichtigheid grenzende inertie van de Egyptische justitie als het gaat om ontvoeringen, verkrachtingen, moorden of andere gewelddaden waarvan christenen het slachtoffer zijn;

6. justitie en politie in Egypte actief optreden om de opsporing en vrijlating te bekomen van christelijke meisjes die door moslims zijn ontvoerd om hen, meestal via een gedwongen huwelijk, met geweld tot de islam te bekeren;

7. de Egyptische overheid erop toeziet dat de politiediensten alle onderdanen zonder onderscheid des persoons beschermen tegen illegitiem geweld, en dat politiemensen die actief of passief gemene zaak maken met moslims die christenen aanvallen of terroriseren, ontslagen en streng gestraft worden;

8. parallel met de problematiek van de eremoorden, justitie en politie ook actief en kordaat zouden optreden om de intrafamiliale moorden te bestraffen die zeer vaak gepleegd worden als een islamitische familie ontdekt dat één van haar leden zich tot het christendom heeft bekeerd;

9. er een einde komt aan alle administratieve, juridische en financiële discriminaties van Kopten, in het bijzonder bij aanstellingen in overheidsdiensten en bij de toegang tot het onderwijs, en dat de autoriteiten in het bijzonder het quotasysteem afschaffen dat voor christenen de toegang tot sommige onderwijsinstellingen beperkt tot 1 of 2 %, hoewel zij 15 % van de Egyptische bevolking uitmaken;

10. voor de bouw van kerken dezelfde juridische en administratieve regels worden toegepast als voor de bouw van moskeeën, en dat ook de bestraffing van eventuele bouwovertreedingen op identieke manier gebeurt, en proportioneel is met de vastgestelde overtreding;

11. qu'il soit mis fin à la démolition d'églises à titre de sanction en cas de négligence administrative ou bureaucratique mineure dès lors que cette mesure est disproportionnée et constitue une forme déguisée de persécution;

12. le retrait du décret Hamayouna imposant des restrictions déraisonnables en matière de construction d'églises.

27 janvier 2011

11. het slopen van kerkgebouwen als sanctie voor een kleine administratieve of bureaucratische nalatigheid moet worden stopgezet, omdat het disproportioneel is en neerkomt op verkapte vervolging;

12. de intrekking van het Hamayouna-decreet, dat onredelijke beperkingen oplegt aan de bouw van kerken.

27 januari 2011

Alexandra COLEN (VB)
Bert SCHOOFS (VB)
Peter LOGGHE (VB)